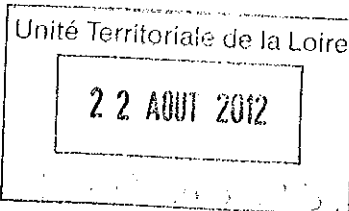




Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

ARRETE N° 307/2012/DDPP
portant mise en demeure

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L. 514-2 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 juillet 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1311 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 31 juillet 2012, établi à la suite d'une visite d'inspection du 3 juillet 2012 constatant que la société PANDORA PYROTECHNIE exploite à SAINT-JEAN-LA-VETRE, lieu-dit Les Mazioux, un dépôt d'artifices de divertissement dont l'exploitation relève de la réglementation applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement sans avoir fait l'objet de l'autorisation administrative requise ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT que l'exploitant a engagé des démarches et exprimé son intention d'exploiter son dépôt d'artifices de divertissement sous le régime de l'enregistrement ;

CONSIDERANT que cette activité relève de la rubrique 1311 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire ;

ARRETE

ARTICLE 1er : La société PANDORA PYROTECHNIE est mise en demeure de régulariser sa situation en déposant sous un délai maximal de 2 mois un dossier de demande d'enregistrement pour l'activité de dépôt d'artifices de divertissement relevant de la rubrique 1311 de la nomenclature des installations classées répondant aux dispositions des articles R 512-46-1 à R 512-46-7.

ARTICLE 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 514-2 du Code de l'Environnement susvisé.

ARTICLE 3 : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations, Monsieur le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le maire de SAINT-JEAN-LA-VETRE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le 17 AOUT 2012

Pour la Préfète
et par délégation
Le Secrétaire Général

Patrice FERIN